

## **Entre radical et ordinaire : retrouver le pouvoir de la transidentité**

**Article by Adrian Burtin**

March 5, 2026

Partout en Europe et au-delà, les droits des personnes transgenres font l'objet de réactions politiques négatives et d'une couverture médiatique défavorable. Parallèlement, les efforts déployés par les personnes transgenres pour revendiquer un discours d'autonomisation ont largement échoué. Comment pouvons-nous apprécier l'expérience de vie des personnes transgenres sous tous ses aspects positifs sans tomber dans les pièges de la pathologisation, de la victimisation ou de la mystification ?

Aria n'hésite pas quand on lui pose la question : pour elle, la transition de genre, c'est *'la meilleure chose qui [lui] soit arrivée, contrairement à ce que certains peuvent penser'*. La jeune Bruxelloise suit un parcours d'affirmation de genre depuis des années. Elle se dit heureuse de ce choix qui lui a permis de vivre plus librement son identité. *"J'ai repris goût à la vie, en quelque sorte"*, résume-t-elle. Aria vient d'avoir 27 ans ; voilà quatre ans, à peu près, qu'elle a annoncé sa transidentité à ses proches. Pour elle, c'est un peu une nouvelle existence qui commence.

Le terme parapluie "transgenre", qui définit une personne dont l'identité de genre est différente de celle associée au genre qui lui a été attribué à la naissance, se retrouve désormais régulièrement sur les plateaux télévisés et dans les hémicycles. Mais les transidentités restent largement incomprises des personnes cisgenres – celles dont l'identité de genre correspond à celle associée au genre attribué à la naissance.

Marion (le nom a été changé) est assistant d'éducation en France et se considère comme non binaire. Pour Marion, *"être trans signifie ne pas comprendre le concept de genre en premier lieu, et surtout ne pas vouloir s'y conformer"*. Ici y voit également un moyen de se sentir plus en phase avec soi-même. *"J'ai acquis un plus grand sentiment d'équilibre. Quand j'ai réalisé que j'étais non binaire, j'ai eu l'impression que tout devenait plus clair, et cela m'a beaucoup apaisé. Cela m'a permis de comprendre et d'expliquer beaucoup de situations de mon passé et de mon enfance, et d'arrêter de me dire que j'étais bizarre ou anormal."*

De la transidentité, les médias grands publics et les personnalités politiques ne nous font souvent qu'un récit stéréotypé, réduit à la transition médicale (qui elle-même ne concerne pas toutes les personnes transgenres) ou aux questions de discriminations et d'accès au droit. La réalité concrète de la transidentité, ou l'expérience intime que celle-ci représente sont rarement mises à l'honneur. Trop souvent, le droit à l'existence des personnes transgenres est remis en question par des figures médiatiques et politiques aux discours haineux et déconnectés.

### **Discrimination et victimisation**

Ces dernières années, l'Europe a été le théâtre d'une campagne contre les droits des personnes transgenres. Le 16 avril, la Cour suprême britannique a statué que la définition juridique d'une femme était fondée sur le sexe biologique. Bien qu'il ait été avancé que les droits des personnes transgenres étaient toujours protégés par la loi sur l'égalité de 2010, certaines organisations ont souligné les implications profondes de cette décision, avertissant que l'accès des femmes transgenres aux services et aux espaces typiquement réservés à un seul genre pourrait être compromis.

La décision de la Cour suprême, saluée par le gouvernement travailliste du Premier ministre Keir

Starmer pour avoir apporté de la “clarté” (même si certains la jugent encore extrêmement vague dans son application), est l’aboutissement d’une intense campagne de lobbying menée par l’organisation féministe trans-exclusive For Women Scotland.

Une telle décision est particulièrement significative dans le contexte actuel d’une guerre culturelle qui a donné lieu à des controverses très médiatisées, comme la publication du rapport Cass, qui critiquait l’aide médicale apportée par le Service national de santé aux jeunes transgenres, ou le scandale autour de la boxeuse Imane Khelif. Des personnalités de premier plan telles qu’Elon Musk et J. K. Rowling, qui utilisent leur fortune et leur influence pour attaquer les minorités de genre à travers le monde, se sont exprimées dans le “débat sur le genre”. Dans le même temps, les médias reprennent parfois sans discernement les arguments de l’extrême droite, jouant ainsi un rôle fondamental dans une réaction politique qui a des conséquences très réelles pour les personnes transgenres.

En Hongrie, une loi introduite en 2021 interdit aux organisations de partager des informations relatives aux personnes LGBT avec les mineurs dans les écoles et les médias. En 2024, le Sénat français a adopté un projet de loi interdisant les traitements hormonaux pour les moins de 18 ans et contrôlant strictement les bloqueurs de puberté. Le gouvernement a désapprouvé le texte, et on ne sait toujours pas si le Parlement l’examinera.

Et la situation n’est guère meilleure outre-Atlantique : les décrets signés par Donald Trump ont interdit aux personnes transgenres de servir dans l’armée et de pratiquer des sports féminins.

Dans toute l’Europe, les personnes transgenres sont confrontées à une insécurité croissante. En 2023, 14 % des personnes LGBTQIA+ interrogées par l’Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne (FRA) ont déclaré avoir été victimes d’agressions physiques ou sexuelles en raison de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle au cours des cinq années précédant l’enquête, soit trois points de pourcentage de plus qu’en 2019. Si l’on ne considère que les statistiques relatives aux personnes transgenres, ce taux passe à 20 % (contre 17 % en 2019).

Comme l’a résumé la FRA dans ses conclusions, “*dans l’ensemble, les résultats de l’enquête montrent que les personnes LGBTIQ, et en particulier les groupes transgenres et intersexués, continuent d’être victimes de violences motivées par la haine, de discrimination directe et indirecte et de victimisation, malgré la protection offerte par le droit européen*”. De plus, depuis plusieurs années, les droits des personnes LGBTQIA+ font l’objet d’attaques habituelles (et croissantes) de la part d’acteurs de droite et d’extrême droite, compromettant les progrès réalisés dans la lutte pour les droits des personnes transgenres.

Dans son rapport annuel pour 2024, l’Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexuées (ILGA) fait état d’une forte augmentation des discours haineux à l’encontre des personnes LGBTQIA+, en particulier de la part de personnalités publiques et d’institutions. Le rapport révèle un paradoxe : d’une part, l’acceptation publique des minorités sexuelles et de genre progresse lentement mais sûrement en Europe, et certains gouvernements facilitent les changements d’état civil. D’autre part, l’accès aux soins de santé, la reconnaissance familiale, la liberté d’association et le logement deviennent des questions plus complexes pour les personnes LGBTQIA+. L’ILGA note également une augmentation des “*tactiques alarmistes autour de l’éducation sexuelle [...] avec l’extrême droite et d’autres acteurs qui instrumentalisent les enfants dans des arguments anti-LGBTI et sèment la division entre les jeunes et les parents*”.

Pour Aria, cette insécurité croissante est source d’inquiétude. Même si elle n’a pas été personnellement

agressée en raison de son identité transgenre, Aria reconnaît qu'elle pourrait être victime de harcèlement ou d'abus à l'avenir. Dans le même temps, elle pense que la médiatisation croissante du débat sur les droits des personnes transgenres (et ce que certains décrivent à tort comme une "épidémie transgenre") alimente les réactions négatives : *"On dirait que pour les gens, parce que le sujet est plus médiatisé, l'identité transgenre soit nouvelle et que beaucoup de personnes soient transgenres, mais ce n'est pas vrai"*, dit-elle. *"C'est une petite minorité, que nous devons défendre. Une minorité qui a le droit d'exister."*

Marion avoue également avoir peur. *"Pas pour moi [...] mais pour mes proches ; et je pense que nous nous inquiétons toujours plus pour les autres que pour nous-mêmes. De la même manière, le recul des droits à l'avortement dans certains pays m'a beaucoup inquiété, mais cela me semble lointain car dans mon entourage immédiat, je ne côtoie que des personnes en sécurité, et le danger ne semble pas faire partie de mon quotidien"*. Mais de percevoir une menace grandissante : *"J'ai l'impression que les choses empirent"*, s'inquiète Marion, qui dit craindre *"un très mauvais backlash ; et je plains les personnes transgenres dans les pays où la situation devient vraiment horrible. Egoïstement, je croise les doigts pour que cela reste aussi loin que possible de [la France]."*

## Riposter

Bien qu'il faille évidemment parler de la violence, de l'accès au droit et de la percée du radicalisme d'extrême droite, la couverture médiatique des questions relatives à la transidentité entretient également ses propres angles morts : décrire uniquement les minorités sexuelles et de genre comme des victimes leur dénie leur capacité de contrôler leur existence. Comme la détermination de la communauté LGBTQIA+ après l'interdiction de la Marche des fiertés de Budapest en mars 2025 le prouve pourtant, la discrimination est un puissant moteur pour l'indignation et l'engagement citoyen.

Aria, pour sa part, aimerait manifester, mais un handicap physique l'en empêche. Vivre en affirmant son genre a profondément impacté les convictions personnelles de la jeune Bruxelloise. *"Les gens pour qui je vote [n'ont] pas changé, mais je suis plus sensibilisée, sur le fait d'être queer, d'être femme"*, précise-t-elle. *"Etant moi-même marginalisée, j'ai plus d'empathie pour les personnes marginalisées."* De son côté, Marion garde confiance. *"Même si les politiciens essaient de nous isoler et de ruiner nos vies, je pense que nous pouvons riposter, et c'est aussi important : ne pas rester seul, ne pas laisser les gens seuls"*. Marion tente de transmettre cette détermination dans son travail d'assistant d'éducation dans un lycée français, en veillant à ce que les jeunes personnes queer à sa charge *"se sentent écoutées et sachent qu'elles ont le droit d'exister, et qu'il est beau et merveilleux d'être soi-même et d'être entouré de personnes qui tiennent à vous. Et qu'il est normal d'être différent de ce que la société veut que nous soyons."*

Pour Marion, la lutte pour les droits des minorités de genre a déjà conduit à des changements positifs : *"J'ai le sentiment que même si ce qui est visible publiquement, comme les médias ou les décisions politiques, est transphobe, il y a une amélioration dans la perception des personnes non queer."*

Le chemin est encore long avant de voir les minorités sexuelles et de genre être pleinement acceptées en Europe, quand bien même certaines victoires ont été décrochées, souvent de haute lutte, par les milieux militants. Au-delà de la défense des droits, l'activisme pourrait également impacter la santé mentale des gens qui le pratiquent. Une étude de Travis R. Scheadler, Katherine R. Haus, Tanner A. Mobley et Kristen P. Mark, publiée en 2023 dans la revue *Journal of Homosexuality*, s'est penchée sur les conséquences psychologiques de l'activisme populaire des personnes LGBTQIA+. On peut y lire que *"l'activisme [...] pourrait faciliter le développement de la résilience chez les personnes LGBTQ+"*. Le fait

de se rassembler, d'être ou de côtoyer des rôles modèles et de défendre ses droits favoriserait "l'affirmation de l'identité ou la perception positive de son identité", aidant donc au "développement de l'identité LGBTQ+ et [au] bien-être", rapportent les chercheurs.

L'engagement citoyen n'est certes pas tout rose : les frustrations, inquiétudes et attaques directes sont monnaie courante.

## **Pathologisation et autodétermination**

Le premier pays européen à permettre aux personnes transgenres de changer leur état civil fut la Suède en 1972. À l'époque, cette modification ne pouvait se faire qu'à condition d'avoir entrepris une opération chirurgicale d'affirmation de genre.

Quand les Etats autorisent la modification de la mention du genre, celle-ci reste régulièrement liée à une vision psycho-médicale de la transidentité. Etre reconnue en tant que personne transgenre, au regard du droit, revient à cocher une succession de cases : avoir reçu un diagnostic psychologique, entamé un traitement hormonal, procédé à une intervention chirurgicale voire même subi une stérilisation forcée...

Face au consensus scientifique – parfois vu par certaines personnes comme la seule chose à même de donner sa légitimité à une transidentité encore considérée comme un problème mental – le ressenti des personnes transgenres et le droit à l'autodétermination est souvent ignoré. Ce qui a poussé de plus en plus d'activistes à demander une dépathologisation de la transidentité. Seul huit pays européens permettent l'autodétermination du genre : la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, le Portugal et l'Espagne. À l'heure actuelle, deux pays européens interdisent tout changement d'état civil : la Bulgarie et la Hongrie.

Mais ce qui est souvent absent des discussions sur la protection des droits des personnes transgenres, c'est le potentiel de changement positif pour la société dans son ensemble. "*Je pense que la société a beaucoup à gagner à inclure et à comprendre les personnes transgenres*", affirme Marion. "*Il y a tellement de dysfonctionnements et de souffrances associés à la binarité des genres. Cesser de considérer le genre comme deux cases distinctes pourrait aider à éviter que des personnes souffrent à cause de leur genre. Je parle ici principalement des femmes, qui sont confrontées quotidiennement au sexisme, mais plus généralement de toutes les personnes qui subissent le patriarcat.*"

Pour Marion, comprendre l'identité transgenre signifie comprendre que le genre n'est pas binaire et que personne n'est obligé de rentrer dans "*l'une des deux cases dans lesquelles la société nous enferme*".

"*De plus, la société est toujours gagnante lorsqu'elle cesse de discriminer et devient plus ouverte et accueillante*", poursuit Marion. "*En tout cas, un monde qui ne le serait pas ne m'intéresse pas*"

## **La transidentité est un récit fait par les autres**

Les personnes transgenres peinent à véritablement s'approprier un grand récit qui prête peu attention aux expériences et aux individualités des concerné-e-s pour leur préférer des clichés bien connus et répétés. Un constat qui n'échappe pas à Arnaud Alessandrin, sociologue du genre à l'université de Bordeaux. "*En 2015, plus de 96 % des personnes transgenres interrogées n'étaient plutôt pas satisfaites ou pas du tout satisfaites de la façon dont le sujet était couvert dans les médias*", explique-t-il. Si la transidentité est davantage visible dans les médias aujourd'hui, les personnes concernées gardent l'impression que le discours les concernant reste stigmatisant, discriminant – quant il ne confine pas à la haine, continue le chercheur.

Quand la transidentité fait parler, c'est rarement sur un registre choisi par les personnes concernées. *"On remarque que ce qui intéresse le plus, c'est la dimension politique de la transidentité",* précise Alessandrin, qui mentionne les questions relatives à l'accès au droit, au changement d'état civil, etc. Vient ensuite la *"dimension 'incarnée' : le récit biographique d'une célébrité, son parcours de vie"* ; autant d'histoires personnelles, de parcours souvent structurés autour d'un avant-après la transition. Les questions plus "sensationnelles", selon le sociologue, structurent également un récit qui laisse peu de place aux questionnements plus intimes ou sensibles – le rapport au vieillissement, la scolarité des personnes trans, etc. Même si, tempère le chercheur, ces sujets apparaissent bien plus aujourd'hui qu'hier.

*"La transidentité",* résume Alessandrin, *"est un récit fait par les autres"*. Et quand ce récit s'adresse au grand public, il n'échappe pas aux contraintes du storytelling, et donc à la subjectivité de celui ou celle qui le raconte. *"D'ailleurs, ce storytelling est souvent accompagné d'éléments de langage qu'on rencontre souvent : 'le mauvais corps', 'la souffrance', l'idée de 'faire le deuil'",* continue-t-il. Autant de mots et de concepts qu'on ne retrouve pas nécessairement chez les personnes transgenres interrogées, avance-t-il.

Si les récits ont gagné en subtilité depuis le début des années 2010, ils restent marqués par la pesanteur de la souffrance : la douleur psychologique, le poids médical, l'impact de la discrimination ... Autant de considérations légitimes qui barrent pourtant la route à des interprétations plus positives de la transition. *"On s'intéresse davantage à la question de la discrimination et de la souffrance qu'à l'expérimentation de la discrimination qui mènerait à de l'indignation puis à un militantisme, ce qui est peu exploré",* précise par exemple Alessandrin.

Cette dépossession du récit va de pair, argumente-t-il, avec une "polarisation" de la transidentité. *"Les personnes transgenres sont [soit des victimes], soit des personnes héroïques, courageuses, belles, subversives",* récapitule-t-il. *"On finit par accoler à des personnes qui ne le veulent pas une subversivité qu'elles n'ont pas souhaité."*

Dans son essai *Whipping Girl: A Transsexual Woman on Sexism and the Scapegoating of Femininity* (*Manifeste d'une femme trans*, 2020, éditions Cambourakis), l'autrice et militante Julia Serano critique déjà ce qu'elle appelle la *"mystification des personnes trans"*, un procédé consistant à *"entériner si fortement l'idée d'une nature taboue attribuée au 'changement de sexe' que l'on perd de vue le fait que la transsexualité (ndlr: pour rester fidèle au texte original, nous employons le terme "transsexualité" tel qu'employé par Serano, dont l'usage est lui-même critiqué aujourd'hui) est tout à fait réelle, tangible et souvent banale pour celles et ceux d'entre nous qui en faisons l'expérience directe"*. Pour la penseuse américaine, *"la transsexualité n'a rien de fascinant. Pour beaucoup d'entre nous, il s'agit simplement d'une réalité"*. Faire des transidentités un objet mystérieux contribue selon elle à mettre en avant son *"artificialité"* : le genre assigné à la naissance serait "naturel". Celui dans lequel les personnes trans vivent au jour le jour serait, lui, une illusion.

Pour Arnaud Alessandrin, le grand récit médiatique des personnes transgenres met de côté les questions et les réalités quotidiennes que ces dernières vivent. *"On parle rarement de la dimension entremêlée des subjectivités",* regrette-t-il. Toutes les expériences ne rentrent pas dans un grand canon médiatique. *"La meilleure façon de lutter contre ça est de donner la parole aux personnes trans au pluriel",* conclut-t-il. *"Comprendre cette subjectivité, cette multiplicité."*

Comment comprendre la transidentité ? Une façon certaine de mieux la cerner est déjà de donner la parole aux personnes qui la vivent chaque jour. Un changement de perspective s'impose également :

percevoir l'affirmation de la transidentité comme un acte de réappropriation de soi dans toute sa complexité, avec ses épreuves et ses moments de bonheur, et qui, de par son caractère déterminant, ne peut pas être discuté, mis en doute, ou récupéré. Mais tout en gardant à l'esprit qu'il est question d'existences bien réelles, de vies ordinaires qui vivent au plus près les conséquences des politiques décidées en haut lieu et des discours de haine diffusés au sein de la société civile.

*Translated by Voxeurop.*

---



Adrian Burtin is a French journalist based in Brussels. He focuses mainly on migration, human rights, and geopolitics.

Published March 5, 2026

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/entre-radical-et-ordinaire-retrouver-le-pouvoir-de-la-transidentite/>

*The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.*

*Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.*